

L'UMP dépose un texte contre l'exploitation de gaz de schiste

PARIS (Reuters) - Le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Christian Jacob, a déposé vendredi une proposition de loi visant à interdire l'exploitation de gaz de schiste et à abroger les permis déjà accordés.

Devant les critiques émanant de tout l'éventail politique, le Premier ministre, François Fillon, a prolongé et élargi le 11 mars le moratoire sur la recherche et le forage de gaz ou d'huile de schiste, en attendant la remise fin avril des conclusions de diverses missions d'information, dont une créée par l'Assemblée.

"Ce moratoire, par définition limité dans le temps, n'apporte pas de solution pérenne", déclare le "patron" du groupe UMP dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi. Aussi demande-t-il l'interdiction de l'exploitation de gaz de schiste sur le territoire national et l'abrogation des permis déjà accordés.

Les critiques dénoncent les méthodes de forage nocives pour l'environnement qui, soulignent-ils, nécessitent d'importantes quantités d'eau et de détergents et menacent de provoquer de fortes pollutions.

Le gouvernement a octroyé en mars 2010, notamment à Total et GDF Suez, des permis de prospection dans trois zones situées dans le sud de la France, qui sont donc suspendus. D'autres permis ont été gelés en Seine-et-Marne, département où est élu Christian Jacob.

La ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a réaffirmé il y a quelques jours devant les députés qu'il n'y aurait pas d'exploitation de gaz ou d'huile de schiste si les procédés d'extraction avaient une incidence écologique "désastreuse".

Le groupe socialiste de l'Assemblée a lui aussi déposé une proposition de loi visant à interdire la recherche d'hydrocarbures "non conventionnels", qui sera débattue en séance publique le 12 mai par les députés.